



Note d'information

Les habitants des bidonvilles

Ewan Day-Collins

Agent de recherche et développement

DePaul International

Contenu

1. Introduction.....	2
2. La (les) définition(s).....	3
3. Les habitants des bidonvilles et les sans-domicile fixe	4
4. Les causes.....	4
5. Les conséquences.....	6
6. La réponse internationale	7
7. Les stratégies pour atteindre l’objectif de développement durable – ODD 11.1	8
8. Conclusion : les raisons de l’optimisme	9
Bibliographie	11

1. Introduction

Selon ONU-Habitat¹, le monde compte au moins 881 millions d'habitants vivant dans les bidonvilles. Il s'agit d'une augmentation par rapport aux 689 millions d'habitants de bidonvilles dans le monde en 2000². Si, en termes réels, le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a augmenté depuis le millénaire, la *proportion* de personnes vivant dans des bidonvilles a diminué. En 2000, 39% de la population urbaine des pays en développement vivait dans des bidonvilles, contre 30% en 2014³. Dans toutes les régions sauf l'Asie occidentale et l'Océanie, la proportion d'habitants des bidonvilles a diminué au cours de cette période (voir figure 1). Les réductions les plus spectaculaires ont été observées en Asie du Sud et de l'Est. Il y a donc une raison d'être optimiste. Nous savons qu'il est possible d'améliorer la vie des habitants des bidonvilles, car cela a déjà été fait.

Mais il y a encore beaucoup à faire. Les bidonvilles existent dans toutes les régions du Sud : ils ne sont pas spécifiques à un continent ou à une région. L'Afrique subsaharienne compte la plus grande proportion de bidonvilles, avec plus de la moitié de sa population urbaine vivant dans des bidonvilles. Dans d'autres régions, le chiffre varie d'un cinquième à un tiers. Les conditions de vie dans les bidonvilles sont donc prédominantes dans toutes les régions et justifient une action urgente.

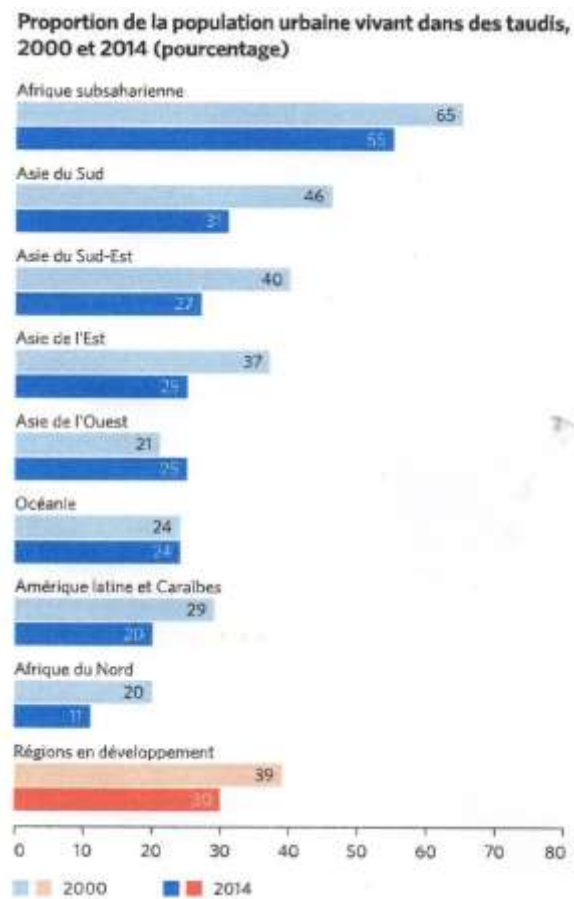


Figure 1 : Nations Unies, « Rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement », 2015, p. 60

L'adoption d'une approche régionale ne permet pas de raconter toute l'histoire. Certains pays ont un taux particulièrement élevé d'habitants de bidonvilles. Haïti, par exemple, a triplé la proportion moyenne d'habitants des bidonvilles dans les Caraïbes et en Amérique latine⁴. Ceci est lié à son taux élevé d'urbanisation et aux effets des catastrophes naturelles et du changement climatique. Le Bangladesh compte le plus grand nombre d'habitants de bidonvilles en Asie du Sud. Dhaka, sa capitale, compte à elle seule plus de 5 000 bidonvilles distincts⁵.

¹ World Urban Campaign, 'Slum Almanac 2015/2016: Tracking Improvement in the Lives of Slum Dwellers', 2016, p. 2.

² Ibid., p. 8.

³ Ibid., p. 2.

⁴ Ibid., p. 42.

⁵ Kamruzzaman, M., and Hakim, M.A., 'Socio-economic Status of Slum Dwellers: An Empirical Study on the Capital City of Bangladesh', *American Journal of Business and Society* 1:2 (2016), pp. 14-15.

2. La (les) définition(s)

Globalement, un « bidonville » est une forme de pauvreté *urbaine* dans une région *en développement*. A des fins d'analyse, un « bidonville » n'est pas rural et n'est pas dans le monde développé ; cependant, les deux contiennent des ménages qui présentent des caractéristiques de type « bidonville ».

Dans ce cadre de réflexion, ONU-Habitat définit un « bidonville » comme un foyer où il manque au moins l'une des « commodités » suivantes⁶ :

- manque d'accès à une **source d'eau améliorée** – c'est-à-dire une source protégée de la contamination extérieure, comme par exemple, des matières fécales ;
- manque d'accès à des **installations sanitaires modernes** – c'est-à-dire une installation qui « sépare de manière hygiénique les déchets humains du contact humain », par exemple une chasse d'eau ou une latrine reliée à un égout ou à une fosse septique fermée ;
- manque de **surface habitable** – pas plus de trois personnes dans une pièce d'au moins quatre mètres carrés, ou six personnes sur huit mètres carrés, etc.
- manque de **résistance du logement** – c'est-à-dire un logement construit sur un emplacement non dangereux et une structure capable de résister à diverses conditions climatiques ;
- absence de **sécurité de logement** – droit à une protection efficace contre les expulsions illégales.

Les statistiques citées dans l'introduction sont calculées par ONU-Habitat à l'aide de cette définition, bien que les cinq critères ne puissent pas tous être évalués dans tous les lieux. La dernière partie de la définition (sécurité de logement) n'a pas été évaluée du tout, les critères n'étant pas établis. Ainsi, les statistiques ci-dessus constituent un *minimum* mondial et l'échelle des logements dans les bidonvilles est en fait plus élevée, probablement beaucoup plus élevée.

Certains considèrent la définition d'ONU-Habitat comme trop restrictive. En réalité, « le contexte local est important et les différents pays adoptent leurs propres définitions⁷ ». Le Bureau national des statistiques du Kenya, par exemple, classe une zone en « bidonville » simplement si elle est « non planifiée⁸ ». En outre, l'apparence d'un logement de bidonville est très variable. À Dhaka seulement, les bidonvilles vont des huttes en chaume aux maisons plus robustes en kacha (mélange de bois, de boue et de paille) et aux maisons de pukka⁹ (matériaux de construction solides comme la pierre ou le ciment). De cette manière, alors que la définition précise d'ONU-Habitat est utile pour collecter des données, il est important d'être conscient de la compréhension locale. Les critères en cinq volets sont mieux utilisés comme référence de caractéristiques communes, plutôt que comme une formule rigide.

⁶ World Urban Campaign, 'Slum Almanac', pp.2-3.

⁷ Bird, J., Monteburano, P., and Regan, T., 'Life in a slum: understanding living conditions in Nairobi's slums across time and space', *Oxford Review of Economic Policy* 33:3 (2017), p. 497.

⁸ Ibid., p. 502.

⁹ Kamruzzaman, M., and Hakim, M.A., 'Socio-economic Status of Slum Dwellers: An Empirical Study on the Capital City of Bangladesh'.

3. Les habitants des bidonvilles et les personnes sans-abri

Il existe un débat qui questionne le fait de définir les habitants des bidonvilles comme des personnes « sans-abri ». Les habitants des bidonvilles sont inclus dans le cadre de réflexion établi par l'Institut de l'itinérance Mondiale (IGH en anglais)¹⁰. Bush-Geertsema, Culhane et Fitzpatrick, qui ont développé le cadre de réflexion, considèrent qu'à la base un individu est un « sans-abri » s'il « vit dans un logement sévèrement inadéquat...¹¹ » Leur compréhension du terme « logement sévèrement inadéquat » partage bien des aspects de la définition du bidonville présentée ci-dessus par les Nations Unies : cela inclut la sécurité de logement, le manque de protection contre les intempéries, la mauvaise prestation de services, et plus encore.

Malgré cela, les auteurs préconisent une distinction dans cette définition large et littérale entre les termes « sans-abri » et « mal logé » : les habitants des bidonvilles doivent être classés dans la dernière terminologie. Cela établit une distinction significative entre les personnes vivant **sans logement** (ou, en conséquence, dans un logement temporaire) et les personnes vivant dans des **logements inadéquats**. Bien que cette distinction soit controversée, les « personnes sans-abris » dans le sens littéral du terme souffrent de « privations familiales » telles que définies par les Nations Unies car ils manquent totalement de logement ou d'abri, plutôt que parce que les logements dont ils disposent soient mauvais. Il existe des similitudes entre les besoins de ceux qui n'ont aucun logement et ceux qui sont mal logés, mais il existe également des différences qui doivent être reconnues à ce niveau de développement de définition opérationnelle.

Cette distinction est également utile car les personnes « sans domicile » manquent d'organisations et de réseaux qui les défendent. En revanche, les habitants des bidonvilles sont relativement bien représentés au niveau gouvernemental et supranational depuis plusieurs décennies (voir ci-dessous « La réponse internationale »). Toute organisation cherchant à mettre fin au phénomène de l'itinérance doit donc réfléchir à la manière dont les uniques et spécifiques besoins de ceux **qui sont sans domicile fixe** ne sont pas intégrés dans la discussion où sont mieux représentés les besoins de ceux qui **vivent dans des logements inadéquats**, tout en travaillant quand même à intégrer le thème plus large du logement abordable.

4. Les causes

Les raisons de la prévalence des habitations de bidonvilles sont nombreuses mais trois sont principales : la croissance démographique, l'urbanisation rapide et la mauvaise planification.

¹⁰ Ils sont dans la catégorie 3H : « Personnes vivant dans des édifices non-conventionnels et dans des structures temporaires, y compris ceux qui vivent dans des bidonvilles/quartiers informels » (C'est moi qui souligne).

¹¹ Bush-Geertsema, V., Culhane, D., and Fitzpatrick, S., 'Developing a global framework for conceptualising and measuring homelessness', *Habitat International* 55 (2016), p. 125.

Les populations croissent dans les pays en développement et les logements urbains ne suivent pas la demande. C'est pourquoi le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a augmenté, même si la proportion de citoyens vivant dans des bidonvilles a considérablement diminué depuis les années 2 000.

La migration rapide des zones rurales vers les zones urbaines des pays du Sud continue d'exercer une pression intense sur le parc de logements et sur la capacité d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène. 90% de la croissance urbaine mondiale se produit dans les pays en développement. Déjà, la moitié de la population en Asie vit en zone urbaine et les populations urbaines d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud devraient doubler au cours des 20 prochaines années¹². Cependant, l'urbanisation présente une opportunité pour les pauvres. Les possibilités d'emploi sont plus nombreuses dans les villes : l'emploi urbain en Afrique a augmenté deux fois plus vite que la moyenne générale au cours de la dernière décennie¹³. Les villes permettent également une plus grande mobilité et une plus grande productivité, ainsi que la proximité des services.

L'expansion continue des bidonvilles est le résultat de l'échec de planification de cette urbanisation – un échec du gouvernement et du secteur privé. Par exemple, la construction de logements a souvent mis l'accent sur les classes moyennes plutôt que sur les pauvres. Les projets de logements collectifs, généralement entrepris sur des sites vierges à la périphérie des villes, se sont avérés inabordables pour la majorité de la population urbaine. Les nantis ont eu tendance à « dégrader » la valeur de leur propriété en s'éloignant du centre-ville et en emménageant dans ces nouveaux logements de meilleure qualité, laissant les habitants les plus pauvres dans des bidonvilles. Le ministre de l'Habitat humain de l'Afrique du Sud s'est engagé à construire 1,5 million de ces foyers d'ici 2019 et des initiatives similaires ont été menées ou sont en cours en Éthiopie, en Angola, au Botswana, au Zimbabwe et ailleurs¹⁴. Le logement de masse est préférable à l'amélioration des bidonvilles (par exemple, en améliorant l'assainissement), car il est moins coûteux et plus rapide à réaliser. Mais entre-temps, les habitants des bidonvilles continuent à vivre dans des logements insalubres. Une planification plus complète tenant compte des besoins des pauvres est nécessaire.

D'autres facteurs sont à l'origine de l'habitat des bidonvilles. Le coût des terrains dans de nombreuses zones urbaines est prohibitif, dépassant souvent 40% du prix total de la propriété¹⁵. La prévalence des terres inutilisées, accumulées par les investisseurs spéculant sur la hausse de la valeur des terrains, empêche une augmentation du parc de logements. En Chine et aux Philippines, des prélèvements ont été effectués sur ces investisseurs spéculateurs, avec succès¹⁶. Les conflits entraînent également une augmentation de l'habitat des bidonvilles. En raison de la guerre, l'Irak a connu une augmentation de 60% de la population des bidonvilles entre 2 000 et 2 014¹⁷.

¹² World Urban Campaign, 'World Cities Report 2016: Abridged Edition', 2016, p. 1.; UN-Habitat, 'Slum Almanac', p. 8.

¹³ UN-Habitat, 'World Cities Report 2016', p. 8.

¹⁴ Croese, S., Cirolia, L.R., and Graham, N., 'Towards Habitat III: Confronting the disjuncture between global policy and local practice on Africa's "challenge of slums"', *Habitat International* 53 (2016), p. 240.

¹⁵ McKinsey Global Institute, 'A blueprint for addressing the global affordable housing challenge – Executive Summary', p. 7.

¹⁶ Ibid., pp. 8-9.

¹⁷ United Nations, 'The Millennium Development Goals Report', 2015, p. 60.

5. Les conséquences

Le coût humain de la vie dans les bidonvilles est considérable. Les maladies et les problèmes de santé sont liés à la vie dans les bidonvilles, principalement en raison de deux facteurs communs aux bidonvilles : les infrastructures d'assainissement médiocres et l'eau non potable. La diarrhée en particulier est prédominante : 88% de toutes les infections diarrhéiques dans le monde sont attribuables à ces deux facteurs¹⁸. Dans une enquête sur les habitants des bidonvilles de Dhaka, 78% des personnes interrogées avaient souffert de maladies au cours des deux mois précédents, les plus fréquentes étant la diarrhée, puis la fièvre¹⁹. Malgré le fait que deux tiers de ces personnes interrogées utilisaient des installations sanitaires améliorées, les fosses et les latrines ouvertes utilisées par une minorité de la population avaient un impact sur la santé de toute la communauté²⁰. À Nairobi, seulement deux tiers des habitants des bidonvilles ont accès à l'eau courante et seulement 25% à l'évacuation des eaux usées²¹. Même si l'eau non potable et l'assainissement inadéquat ne sont guère exclusifs aux bidonvilles, l'environnement densément peuplé des villes facilite la diffusion des agents pathogènes qui propagent les maladies. Ainsi, « les pauvres des zones urbaines ont une espérance de vie à la naissance plus faible et un taux de mortalité infantile plus élevé que les pauvres des zones rurales et les non-pauvres urbains²²».

Les habitants des bidonvilles sont également susceptibles de souffrir de maladies non transmissibles. La contraction de ce type de maladie ne dépend pas du contact avec les autres, ce qui indique un niveau de santé globalement plus bas chez les habitants des bidonvilles que chez la population générale. Une étude de la favela Pau da Lima dans la ville de Salvador, au Brésil, a montré que les résidents des bidonvilles sont deux fois plus susceptibles de souffrir de diabète et sont également plus susceptibles d'être obèses ou en surpoids. Une plus grande proportion de résidents des bidonvilles ont également tendance à fumer²³.

Les habitants des bidonvilles sont plus susceptibles d'être confrontés à l'insécurité foncière et à l'expulsion ou à la menace d'expulsion. Le crime et la violence ont également tendance à être plus élevés dans les bidonvilles²⁴. De plus, les enfants et les jeunes sont plus susceptibles aux maladies, à un taux plus élevé. Les personnes avec handicaps souffrent également à cause de l'infrastructure peu accommodante des bidonvilles.

¹⁸ Duflo, E., Galiani, S., and Mobarak, M., 'Improving Access to Urban Services for the Poor: Open Issues and a Framework for a Future Research Agenda', *J-PAL*, October 2012, p. 14.

¹⁹ Kamruzzaman, M., and Hakim, M.A., 'Socio-economic Status of Slum Dwellers: An Empirical Study on the Capital City of Bangladesh', p. 15.

²⁰ Ibid., p. 15.

²¹ Bird, Monteburano and Regan, 'Life in a slum: understanding living conditions in Nairobi's slums across time and space', p. 515.

²² Duflo, E., Galiani, S., and Mobarak, M., 'Improving Access to Urban Services for the Poor: Open Issues and a Framework for a Future Research Agenda', p. 14.

²³ Snyder, R.E. et al, 'Differences in the Prevalence of Non-Communicable Disease between Slum Dwellers and the General Population in a Large Urban Area in Brazil', *Tropical Medicine and Infectious Disease* 2:3 (2017).

²⁴ World Urban Campaign, 'Slum Almanac', p. 4.

Les habitants des bidonvilles tendent à avoir moins de possibilités d'éducation et d'emploi que ceux qui vivent dans un logement formel. Cependant, les habitants des bidonvilles ont souvent plus de possibilités que les pauvres des zones rurales. La plus forte densité de population et la plus grande mobilité au niveau des villes améliorent l'accès aux écoles. A Nairobi, 94% des enfants fréquentent l'école primaire dans les bidonvilles, soit le même niveau que la population vivant dans les zones normales de la ville. C'est 10% plus élevé que dans les zones rurales²⁵. De même, les possibilités d'emploi sont souvent plus grandes dans les bidonvilles que dans les zones rurales, ce qui explique l'augmentation de l'exode rural au cours des dernières décennies. En raison de la plus grande connectivité des villes, les habitants des bidonvilles sont également plus susceptibles d'avoir accès à l'électricité, ce qui améliore leur qualité de vie. Environ 85% des personnes interrogées lors de l'enquête sur les habitants des bidonvilles à Dhaka possédaient une télévision²⁶.

Bien sûr, toutes les villes n'offrent pas de telles opportunités ou au même degré, et l'emploi en particulier est souvent précaire. Les habitants des bidonvilles sont à la frontière de la pauvreté urbaine et ne participent pas de manière significative à la création de richesse des villes en développement. Les pays à forte population de bidonvilles, en particulier en Afrique subsaharienne, sont parmi les plus inégaux au monde. Cependant, il est important de savoir que les bidonvilles ne sont pas des zones statiques aux mauvaises conditions de vie²⁷. Certains bidonvilles reçoivent des résidents relativement prospères : à Nairobi, la moitié des habitants des bidonvilles ont atteint le niveau de l'éducation secondaire²⁸. Cela souligne la diversité des bidonvilles et celle des habitants des bidonvilles, ainsi que l'importance du contexte local. Il existe une grande disparité même au sein d'une ville. À Nairobi, la région de Mukuru contient des bidonvilles qui pour la plupart, ne dispose pas de ressources ou de murs solides, et qui appartiennent généralement aux plus pauvres. En revanche, à Kayole, la qualité de la construction est plus élevée et les propriétés sont plus larges que la moyenne, ce qui augmente le niveau de vie²⁹. Pour comprendre les conséquences de la vie dans les bidonvilles, il faut donc nuancer les recherches d'investigation et mieux les localiser.

6. La réponse internationale

La communauté internationale a principalement réagi à la prévalence des bidonvilles en fixant des objectifs à travers les Nations Unies. Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) comprenaient la cible 7.D: « D'ici 2 020, avoir amélioré de manière significative la vie d'au moins 100 millions d'habitants de bidonvilles³⁰ ». Cet objectif a été atteint : plus de 320 millions de personnes ont amélioré au moins l'un des quatre critères mesurables définissant un bidonville : une eau de meilleure qualité, assainissement amélioré, logement plus durable ou conditions moins encombrées³¹.

²⁵ Bird, Montebruno and Regan, 'Life in a slum: understanding living conditions in Nairobi's slums across time and space', p. 515.

²⁶ Kamruzzaman and Hakim, p. 15.

²⁷ Bird, Montebruno and Regan, 'Life in a slum: understanding living conditions in Nairobi's slums across time and space', p. 498.

²⁸ Ibid., p. 505.

²⁹ Ibid., p.514.

³⁰ United Nations, 'The Millennium Development Goals Report', p. 60.

³¹ Ibid., p. 60.

En 2015, l'ONU a radicalement élargi cette ambition à travers les Objectifs de Développement Durable (ODD). La cible 11.1 est la plus pertinente : « D'ici à 2030, garantir à tous l'accès à des logements et à des services de base adéquats, sûrs et abordables et à améliorer les bidonvilles »³². En outre, l'ODD 1 (sur l'élimination de la pauvreté) et l'ODD 6 (sur l'assainissement amélioré) s'appliquent aux bidonvilles. De plus, en octobre 2016, la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), a encouragé une approche du « logement au centre » afin de mettre fin à la pauvreté mondiale, ce qui suppose l'amélioration ou l'éradication des bidonvilles.

7. Les stratégies pour atteindre l'ODD 11.1

Bien que des améliorations significatives aient été réalisées dans la réalisation de la cible 7.D des OMD, le monde est confronté à un énorme défi pour atteindre la cible 11.1 des ODD. McKinsey estime que d'ici 2025, pour remplacer tous les logements de qualité inférieure (dont les bidonvilles constituent une part importante) et pour répondre à la demande croissante, il faudra environ 16 billions de dollars, y compris un financement public pouvant atteindre 3 000 milliards de dollars³³.

La principale stratégie préconisée par l'ONU afin d'améliorer la vie des habitants des bidonvilles est la revalorisation des bidonvilles – elle est explicitement mentionnée dans la cible 11.1 (« améliorer les bidonvilles »). La revalorisation des bidonvilles signifie une amélioration *in situ* du logement et de l'infrastructure environnante, un meilleur accès aux prestations sociales et assurer la sécurité du logement. Par exemple, une revalorisation pourrait inclure l'introduction de toit en tuiles ou en béton ou d'un système d'assainissement hygiénique.

Un mécanisme de mise en œuvre largement préconisé est un programme participatif d'amélioration des bidonvilles (PPAB). Cela a été préconisé par les Nations Unies depuis la Conférence Habitat II en 1996 et a été à nouveau inscrit dans les ODD à travers la cible 11.3, qui a adopté une approche « inclusive » de l'urbanisation et de la « capacité de planification et de gestion participatives dans tous les pays³⁴ ». Cette approche est particulière en ce qu'elle intègre toutes les parties prenantes dans le processus de planification, facilitant ainsi l'intérêt collectif. L'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau et d'évacuation des eaux usées ne peut généralement pas être mise en œuvre de manière unilatérale, ce qui nécessite une coordination entre voisins. L'implication directe de la communauté se manifeste également dans un Fonds géré par la communauté financé par l'État et contrôlé par les résidents pour des améliorations dans leur région ; cela peut représenter jusqu'à 10% des fonds du PPAB. Dans l'ensemble de la région Afrique, Caraïbes et Pacifique, 35 États mettent en place un PPAB.

Cependant, comme nous l'avons vu plus haut, de nombreux gouvernements et entreprises privées poursuivent des projets de logements collectifs à la périphérie des villes, ce qui

³² World Urban Campaign, 'Slum Almanac', p. 2.

³³ McKinsey Global Institute, 'A blueprint for addressing the global affordable housing challenge – Executive Summary', October 2014, p. ii.

³⁴ World Urban Campaign, 'Slum Almanac', p. 86.

constitue un moyen plus rapide et moins coûteux de satisfaire la demande. Même si les stratégies actuelles ne parviennent pas à offrir des logements aux pauvres, certains affirment que cet approvisionnement direct pourrait être une approche plus efficace que la modernisation des bidonvilles. Premièrement, l'ampleur du problème du logement exige plus que des changements progressifs ; l'amélioration des bidonvilles est lente. Deuxièmement, l'amélioration des établissements informels tels que les bidonvilles est extrêmement coûteuse par rapport à l'amélioration de l'habitat formel. Comme les bidonvilles ne sont généralement pas planifiés, l'extension des infrastructures telles que l'assainissement et l'eau par le biais de programmes de ravalement coûte environ trois fois plus que dans les aménagements planifiés³⁵. Troisièmement, les bidonvilles sont une utilisation inefficace des terres urbaines de premier ordre. La qualité des bâtiments étant médiocre, ils sont principalement à un ou deux étages³⁶. En théorie, la vie urbaine pour les populations à forte densité agglutinées dans des structures de grande capacité (par exemple, des immeubles de grande hauteur) offre des possibilités aux pauvres. Ils peuvent fournir des logements à faible coût juste à côté des possibilités d'emploi et d'éducation. En revanche, les bidonvilles (qu'ils soient modernisés ou non) constituent une utilisation inefficace des terrains urbains, abritant une famille sur un terrain pouvant accueillir dix à vingt fois plus. Essayer de les rendre habitables, ou légèrement moins inhabitables, peut être un mauvais moyen d'améliorer la vie des habitants des bidonvilles et des futurs habitants des bidonvilles.

Un aspect de la rénovation des bidonvilles se trouvant au cœur de la cible 11.1 des ODD consiste à garantir la sécurité de logement. Un régime foncier précaire signifie qu'il faut faire face à la menace d'une expulsion forcée et / ou arbitraire, menant souvent à l'itinérance. L'ONU estime que 70% des relations de personnes à la terre dans le monde ne sont pas documentées. Les femmes sont confrontées à une discrimination particulière – dans certains pays, si un mari décède, la coutume veut que la maison soit la propriété de la famille du décédé plutôt que de sa veuve. L'insécurité foncière renforce également les conditions de vie dans les bidonvilles, car les résidents sont réticents à investir dans leurs biens (par exemple en installant des installations d'assainissement, d'adduction d'eau ou d'électricité améliorées) s'ils peuvent être expulsés à tout moment. Le Réseau mondial d'outils fonciers (qui fait partie d'ONU-Habitat) travaille dans le monde entier pour améliorer la sécurité d'occupation grâce à une formule adaptée à la culture appelée « continuum des droits fonciers³⁷ ». Cela incorpore les différentes formes de tenure – y compris documentées et non documentées, formelles et informelles, individuelles et de groupe – pour établir une application qui détient une légitimité locale, puis inciter à une réforme politique ou administrative.

8. Conclusion : les raisons de l'optimisme

Les bidonvilles ne constituent qu'une partie de la question plus vaste du logement abordable identifiée par la cible 11.1 de l'ODD, qui couvre à la fois le monde développé et le monde en développement. Les nouvelles technologies et les nouvelles approches sont une source d'optimisme. Les méthodes de construction industrielles, dans lesquelles la plupart des composantes d'une maison peuvent être construites hors site grâce à une méthode plus

³⁵ Croese, S., Cirolia, L.R., and Graham, N., 'Towards Habitat III: Confronting the disjuncture between global policy and local practice on Africa's "challenge of slums"', p. 240.

³⁶ Bird, Monteburno and Regan, 'Life in a slum: understanding living conditions in Nairobi's slums across time and space', p. 497.

³⁷ Global Land Tool Network, 'The Continuum of Land Rights – A brief', 2015.

rationnelle, ont rendu les logements de bonne qualité moins chers et plus rapides à construire³⁸. En effet, il est important que l'amélioration de la qualité de vie des ménages des bidonvilles soit prise en compte dans l'ensemble du marché du logement : en construisant des inventaires pour les tranches de revenu supérieures et intermédiaires, des logements sont libérés pour les personnes à faible revenu. De plus, le contexte local doit être pris en compte : des normes uniformes, trop rigoureuses ou ambitieuses, peuvent aboutir à la fixation de prix de logements de qualité pour les ménages les plus pauvres³⁹. Dans certaines situations, cela peut également signifier placer la sécurité au-dessus du confort, par ex. eau potable et assainissement hygiénique sur les espaces de vie ou les zones communes. Cela impliquera de contrevenir à la définition rigide des Nations Unies d'un « bidonville » dans certains cas, mais cela est préférable à laisser d'autres personnes sans abri.

Si l'objectif de développement durable (ODD) 11 est indéniablement ambitieux, il y a des raisons de croire qu'il peut être atteint. Nous savons que des améliorations peuvent être apportées à la vie des habitants des bidonvilles, car cela s'est produit pour près de 320 millions de personnes depuis 2 000. Nous disposons également de la technologie et des connaissances nécessaires pour construire rapidement des logements de qualité. Surtout, pour la première fois, la communauté internationale s'est engagée à mettre fin aux habitations dans les bidonvilles et à assurer la fourniture universelle de logements sûrs et durables.

³⁸ McKinsey Global Institute, 'A blueprint for addressing the global affordable housing challenge', p. 11.

³⁹ Ibid., p. 4.

Bibliographie

- Bird, J., Montebruno, P., and Regan, T., 'Life in a slum: understanding living conditions in Nairobi's slums across time and space', *Oxford Review of Economic Policy* 33:3 (2017), 496-520 - <http://tinyurl.com/yby3q3gb>
- Bush-Geertsema, V., Culhane, D., Fitzpatrick, S., 'Developing a global framework for conceptualising and measuring homelessness', *Habitat International* 55 (2016), 124-132 - <http://tinyurl.com/hkdo9aw>
- Croese, S., Cirolia, L.R., and Graham, N., 'Towards Habitat III: Confronting the disjuncture between global policy and local practice on Africa's "challenge of slums"', *Habitat International* 53 (2016), 237-242 - <http://tinyurl.com/ycbc6kdt>
- Duflo, E., Galiani, S., and Mobarak, M., 'Improving Access to Urban Services for the Poor: Open Issues and a Framework for a Future Research Agenda', *J-PAL*, October 2012 - <http://tinyurl.com/yah6aejr>
- Global Land Tool Network, 'The Continuum of Land Rights – A brief', 2015 - <http://tinyurl.com/ybfrhshk>
- Kamruzzaman, M., and Hakim, M.A., 'Socio-economic Status of Slum Dwellers: An Empirical Study on the Capital City of Bangladesh', *American Journal of Business and Society* 1:2 (2016) 13-18 - <http://tinyurl.com/yaikb272>
- McKinsey Global Institute, 'A blueprint for addressing the global affordable housing challenge – Executive Summary', October 2014 - <http://tinyurl.com/yagoox2r>
- Snyder, R.E. et al, 'Differences in the Prevalence of Non-Communicable Disease between Slum Dwellers and the General Population in a Large Urban Area in Brazil', *Tropical Medicine and Infectious Disease* 2:3 (2017) - <http://tinyurl.com/ydfqs3qo>
- UN-Habitat, 'World Cities Report 2016: Abridged Edition', 2016 - <http://tinyurl.com/yc5bn3uj>
- United Nations, 'The Millennium Development Goals Report', 2015 - <http://tinyurl.com/oxnor6p>
- World Urban Campaign, 'Slum Almanac 2015/2016: Tracking Improvement in the Lives of Slum Dwellers', 2016 - <http://tinyurl.com/ydd9vrlr>